

Administration Communale de Mondorf-les-Bains

Extrait du registre aux délibérations du conseil communal de Mondorf-les-Bains

Séance publique du 02.12.2013

Date de l'annonce publique de la séance: 25.11.2013

Date de la convocation des conseillers: 25.11.2013

Présents: Mesdames et Messieurs

Nagel, bourgmestre – Delles et Schleck, échevins –
Bichler, Rollmann, Reckel, Dublin, Reuter-Groben, Esteves, conseillers –
Schong-Guill, secrétaire communale

Absents: excusées: Dolinski-Schwachtgen, Zbinden, conseillères

sans motif: --

Point de l'ordre du jour 9)

Règlement communal sur les cimetières

Le conseil communal,

Vu l'article 107 de la constitution du Grand-Duché de Luxembourg ;

Vu les articles 49 et 50 du décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités ;

Vu l'article 3, titre XI, du décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire ;

Vu la loi modifiée du 27 juin 1906 concernant la protection de la santé publique ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 14 février 1913 réglant le transport des cadavres ;

Vu la loi du 1^{er} août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles ;

Vu le règlement grand-ducal du 21 juin 1978 relatif à la dispersion des cendres ;

Vu la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la direction de la Santé ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la police grand-ducale et l'inspection générale de la police ;

Vu la loi du 19 novembre 1975 portant augmentation du taux des amendes à prononcer par les tribunaux répressifs ;

Vu la loi du 13 juin 1994 relative au régime des peines ;

Vu l'avis du médecin de la direction de la Santé ayant dans ses attributions l'inspection sanitaire du 16 mai 2013 réf. C1/74-5--2013NC mw ;

Vu les observations de Monsieur le Ministre de l'Intérieur formulées dans son avis du 18 novembre 2013, réf. : 332/13/CR (12406) ;

Considérant qu'il y a lieu de soumettre le règlement communal sur les cimetières remanié une nouvelle fois à l'avis du conseil communal ;

Considérant qu'il est opportun de créer une place pour la dispersion des cendres ;

Considérant qu'il est proposé d'autoriser la dispersion des cendres dans l'enceinte du cimetière à Mondorf-les-Bains ;

Après avoir délibéré conformément à la loi par appel nominal et à haute voix arrête à l'unanimité le règlement communal sur les cimetières comme suit :

Chapitre 1^{er} - Dispositions générales

Remarque préliminaire: Sauf autrement précisé, on entend par inhumation, dans le contexte du présent règlement, tout dépôt de cercueil, d'urnes de cendres et toute dispersion de cendres.

✕ Article 1^{er}

Les cimetières de Mondorf-les-Bains, Altwies et Ellange sont destinés à l'inhumation. Peuvent bénéficier d'une concession sur les cimetières de Mondorf-les-Bains, Altwies et Ellange et y être inhumés

- a) des personnes qui, ayant leur domicile ou leur résidence dans la commune de Mondorf-les-Bains, sont décédées dans cette commune;
- b) des personnes qui, ayant leur domicile ou leur résidence dans cette commune, sont décédées hors du territoire de la commune;
- c) des personnes qui ont droit à être inhumées dans une concession en fonction de la dévolution héréditaire;
- d) des personnes décédées sans condition de résidence ou de domicile sur le territoire de la commune de Mondorf-les-Bains sous référence à des considérations d'ordre public.

Article 2

Aucune inhumation ne peut avoir lieu sans une autorisation écrite de l'officier de l'état civil.

Est considéré comme autorisation d'inhumer, de déposer ou de disperser les cendres, l'autorisation d'incinérer que l'officier de l'état civil a délivré préalablement, conformément à l'article 19 de la loi du 1^{er} août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles, si la personne décédée remplit par ailleurs les conditions requises pour être inhumée sur un des cimetières de la commune.

L'autorisation d'inhumer le corps d'une personne décédée sur le territoire de la commune est délivrée sur le vu d'une attestation médicale constatant le décès.

Pour les corps de personnes décédées sur le territoire de la commune, l'autorisation est délivrée sur le vu d'une attestation médicale constatant le décès.

Pour les corps de personnes décédées sur le territoire d'une autre commune, l'autorisation est établie sur le vu du permis de transport délivré par cette commune.

Pour les personnes décédées à l'étranger, le permis d'inhumation est délivré sur le vu des documents officiels nécessaires d'après les conventions entre le Grand-Duché de Luxembourg et le pays où a eu lieu le décès.

Pour les personnes décédées sur le territoire de la commune et dont l'inhumation doit se faire dans une autre commune du pays ou à l'étranger, le permis d'inhumation et le permis de transport, ou le cas échéant, ceux relatifs à l'incinération du corps et à l'inhumation, la dispersion ou le dépôt des cendres, sont délivrés conformément aux lois, règlements et conventions internationales respectivement bilatérales en vigueur.

Article 3

Dans les 24 heures d'un décès, la déclaration en est faite dans les bureaux de l'état civil, conformément aux dispositions des articles 78 à 85 du code civil. A la même occasion, les déclarants règlent avec l'officier de l'état civil les questions relatives au transport et à l'inhumation du corps.

Article 4

Les enterrements doivent avoir lieu entre la 24^e et la 72^e heure après le décès.

Les dépouilles mortelles des personnes devant être enterrées ou incinérées hors du territoire de la commune doivent être enlevées avant la 72^e heure. Passé ce terme de 72 heures, il est procédé d'office à l'enterrement sur un cimetière communal. Les délais d'inhumation fixés par l'article 77 du code civil et par le présent règlement peuvent être abrégés par le bourgmestre dans les cas prévus par la loi ou les règlements de police.

Le délai d'inhumation pourra être prorogé par le bourgmestre au-delà de 72 heures, sur avis favorable du médecin-inspecteur chef de division de l'Inspection sanitaire constatant que les motifs de salubrité publique ne s'y opposent pas.

En cas de prorogation du délai d'inhumation, le dépôt de la dépouille mortelle dans la cellule frigorifique ou dans le chariot frigorifique doit se faire endéans les 24 heures qui suivent le décès. Les installations réfrigérées doivent être équipées d'un système assurant une température constante entre 0°C et 5°C. Les installations et matériaux doivent être faciles à nettoyer et de style sombre. Les installations réfrigérées sont à réserver aux seuls corps humains.

Pour des motifs d'hygiène et de salubrité, le bourgmestre pourra ordonner l'inhumation d'un corps avant l'heure fixée pour les funérailles, après en avoir informé la famille du défunt.

Les règles qui précèdent sont également applicables aux dépouilles mortelles devant être incinérées en ce sens que ces dernières ne peuvent être enlevées en vue de leur incinération avant la 24^e heure, mais doivent l'être avant la 72^e heure, faute de quoi il sera procédé d'office à l'enterrement sur un des cimetières communaux.

En vue de la gestion administrative, le service technique communal tient un registre reprenant tous les enterrements avec les données suivantes: nom et prénom du défunt, date et lieu de naissance, date et lieu du décès, date de l'enterrement et indication précise de la tombe, du numéro du plan de situation, champ et profondeur de pose respectivement du cercueil ou de l'urne.

Chapitre 2 - Du transport des dépouilles mortelles aux cimetières

Article 5

Le transport des dépouilles mortelles vers le cimetière est effectué par auto-corbillard par des entreprises de pompes funèbres, dont le choix est réservé exclusivement à la famille du défunt. Il doit se faire dans les conditions de décence, de respect et de piété dues à la dignité de l'homme.

Article 6

L'emploi du corbillard n'est obligatoire ni pour le transport d'enfants mort-nés et d'enfants décédés avant l'âge d'un mois, ni pour le transport de cendres provenant de l'incinération d'un corps humain. Ces transports doivent également se faire dans les conditions de décence, de respect et de piété qui s'imposent.

Article 7

Dans l'enceinte du cimetière, le transport s'effectue soit en corbillard, soit par un ou plusieurs porteurs.

Chapitre 3 - Des concessions

Article 8

En cas de décès, des concessions de terrain peuvent être accordées aux cimetières de la commune de Mondorf-les-Bains. Aucune concession n'est accordée au préalable. Toute sépulture doit être pourvue d'une concession. Pour les nouvelles concessions et suivant les aménagements existants et à réaliser, les dimensions des terrains concédés sont arrêtées comme suit:

Largeur: 1,20 mètre resp. 2,40 mètres
Longueur: 2,40 mètres

Article 9

Des concessions de terrain – au maximum quatre concessions d'un seul tenant – peuvent être accordées aux cimetières pour la fondation de sépultures privées ou le dépôt d'urnes. Toute sépulture, y compris celle existante avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement et dont la largeur est inférieure à 1,20 mètre de façade frontale, doit être pourvue d'une concession.

Des concessions de cases au columbarium ou de dépôt d'urnes dans un caveau en pleine terre – au maximum deux concessions d'un seul tenant – sont accordées au cimetière pour le dépôt des urnes. Tout dépôt d'une urne dans un caveau en pleine terre, dont la largeur est inférieure ou égale à un mètre courant de façade frontale, doit être pourvu d'une concession.

Des concessions peuvent être accordées pour l'inhumation de personnes et le dépôt de cendres provenant de personnes ayant droit à une concession conformément à l'article 1^{er} du présent règlement. Des nouvelles concessions ne pourront être accordées que sur le cimetière de Mondorf-les-Bains, nouveau cimetière à Altwies et Ellange. Cependant les concessions existantes sur les cimetières de Mondorf-les-Bains, Altwies, nouveau cimetière à Altwies et Ellange pourront être renouvelées à la demande des concessionnaires ou de leurs ayants-droit.

Le collège des bourgmestre et échevins détermine l'emplacement de chaque concession.

Article 10

Les concessions sont accordées par le conseil communal, sur proposition du collège des bourgmestre et échevins, pour la fondation de sépultures privées.

Ces concessions n'attribuent pas de droit réel de propriété aux concessionnaires, mais établissent simplement à leur profit et à celui des autres personnes énumérées sub. article 20 du présent règlement un droit de jouissance avec affectation spéciale. Les concessionnaires ou leurs ayants-cause ne pourront détourner le terrain concédé de son affectation, le donner à bail ou l'aliéner.

Article 11

Il y a deux sortes de concessions:

- a) les concessions temporaires d'une durée de 15 ans;
- b) les concessions temporaires d'une durée de 30 ans.

Les concessions temporaires sont renouvelables. Le renouvellement des concessions temporaires est fait avec l'accord du conseil communal et moyennant paiement d'une nouvelle taxe en vigueur au moment du renouvellement.

Les concessions perpétuelles accordées en vertu du décret impérial du 23 prairial an XII restent valables sans redevance nouvelle, à condition d'être maintenues dans les formes prescrites par l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles.

Article 12

Un règlement-taxe à prendre par délibération séparée fixera le montant des redevances dues, comprenant la taxe communale de concession.

Article 13

× Peuvent être inhumés ou déposés dans une concession:

- a) le concessionnaire et son conjoint;
- b) ses descendants et ascendants avec leurs conjoints respectifs, ainsi que des enfants adoptifs avec leurs conjoints;
- c) avec l'accord du concessionnaire, les personnes auxquelles l'attachent des liens de parenté, d'affection et de reconnaissance ;

- d) des personnes décédées sans condition de résidence ou de domicile sur le territoire de la commune de Mondorf-les-Bains sous référence à des considérations d'ordre public.

Article 14

A l'expiration d'une concession temporaire, le bénéficiaire pourra en obtenir une nouvelle à la condition de faire connaître son intention dans l'année qui suit l'expiration. Dans le cas où le renouvellement n'aura pas lieu dans ce délai, et après avertissement en due forme, l'administration communale se réserve expressément le droit de disposer des terrains concédés. Ledit avertissement pourra se faire soit par lettre individuelle, soit par voie d'affichage annoncée par la presse.

Après un délai de vingt ans après l'inhumation en cercueil et cinq ans après le dernier dépôt d'une urne, l'administration communale peut disposer de toute sépulture non munie d'une concession.

Article 15

Le concessionnaire est tenu de conserver au terrain concédé ou à la case concédée son affectation et de les maintenir en bon état d'entretien. Tant qu'aucune inhumation n'a eu lieu, l'emplacement concédé doit être délimité de manière visible. Si le concessionnaire ne remplit pas ces conditions, l'annulation du contrat de concession pourra être demandée en justice.

Seul le titulaire d'une concession peut faire ériger un monument ou une bordure sur sa tombe. Le fait qu'une personne autre que le titulaire y aurait fait construire un monument, ne fait naître aucun droit dans son chef.

Lorsque les tombes ou cases concédées se trouvent en état d'abandon faute d'avoir été entretenues pendant une période de 3 ans, la commune en fera dresser procès-verbal. Ce procès-verbal est notifié par lettre individuelle au concessionnaire ou, s'il y a plusieurs concessionnaires, à l'un d'entre eux. Si le concessionnaire n'a ni domicile, ni résidence connus et en cas de pluralité de concessionnaires, le procès-verbal est publié par voie d'affichage public ou annoncé par la presse.

Si dans les trois mois de la notification ou de la publication, aucune contestation n'est élevée contre le procès-verbal, l'administration communale peut disposer à nouveau du terrain concédé. Toutefois, elle n'usera de ce droit que cinq ans après la dernière inhumation.

Ce délai ne s'applique pas lorsqu'il s'agit de cendres provenant de l'incinération d'un corps humain.

Article 16

Lorsque pour cause de transformation, d'agrandissement ou de transfert d'un cimetière, le terrain concédé ne pourra pas conserver sa destination, le concessionnaire n'a droit qu'à un terrain de même étendue dans un autre endroit du même cimetière ou dans le nouveau cimetière, et le nouveau terrain ne peut dépasser deux concessions pour celles concédées d'un seul tenant. Dans ce cas, l'administration communale prend à sa charge les frais respectifs d'exhumation et de nouvelle inhumation.

Article 17

Lorsqu'il a été constaté qu'un concessionnaire a acquis une concession à la suite de fausses déclarations, cette concession sera annulée d'office dans les registres de la commune.

Article 18

Lorsque l'administration communale reprend le droit de disposer d'un emplacement concédé ou non, elle avertira les intéressés qu'ils auront à enlever les signes funéraires dans un délai d'une année à partir de la notification de cet avertissement. A défaut d'enlèvement à l'expiration de ce délai, et sauf prorogation par le collège des bourgmestre et échevins, la commune devient propriétaire de ces monuments.

L'avertissement dont question à l'alinéa précédent doit être fait dans les formes prévues à l'article 11, alinéa 5, de la loi précitée du 1^{er} août 1972.

Avant de disposer de nouveau des concessions sépulcrales reprises par la commune, le bourgmestre pourvoira au déplacement des urnes funéraires y déposées dans une concession communale, à moins que le titulaire ou ses ayants-droit n'aient déjà pourvu à l'enlèvement de ces urnes et à la déposition en un autre lieu à ce réservé.

Article 19

Toutes les concessions sont inscrites sur un registre spécial sur papier et sur support informatique. En cas de transfert d'une concession, une transcription peut se faire pour les concessions de 15 et 30 ans.

Article 20

Le fondateur d'une concession détermine lors de la conclusion du contrat de concession s'il veut réserver l'usage de la concession à sa seule personne, avec ou sans son conjoint, ou s'il désire en faire une sépulture de famille. Dans ce dernier cas, au décès du fondateur de la concession, le conjoint survivant et les héritiers obtiennent un droit indivis pour faire inhumer les membres de la famille dans le tombeau ou de déposer les urnes ou les cendres à l'endroit faisant l'objet du contrat de concession.

Le fondateur de la concession peut exprimer de son vivant la volonté de léguer la concession à une tierce personne, à condition qu'il le fasse avant que la concession n'ait été utilisée. Après l'utilisation de la concession, le legs ne pourra être effectué que si plus aucun héritier n'existe.

Le conjoint survivant, en dehors du cas où il est co-fondateur de la concession, et les héritiers ne peuvent librement disposer de la concession. Ils ne peuvent exclure un membre de la famille et ne peuvent imposer l'inhumation ou le dépôt des cendres d'une tierce personne dans la concession. Ils peuvent cependant renoncer à leur droit au profit d'un membre de la famille.

En cas d'ouverture d'une succession, les concessions du de cujus ne peuvent être transcrites au nom de l'héritier qu'à la condition que celui-ci prouve, par la production d'un acte de notoriété, qu'il est le seul ayant-droit, ou, dans l'hypothèse d'une pluralité d'ayants-droit, que ceux-ci consentent expressément et par écrit à cette transcription.

En cas de succession testamentaire, les concessions peuvent être transcrites au nom du légataire universel ou à titre universel au cas où il n'existe plus de parents pouvant prétendre à un droit sur les concessions familiales.

Chapitre 4 - Des morgues

Article 21

L'admission des corps dans les morgues doit être autorisée par le bourgmestre si le décès a eu lieu à la suite d'une maladie infectieuse grave, et sur avis du médecin de la direction de la santé ayant dans ses attributions l'inspection sanitaire. L'autorisation est à remettre au préposé des cimetières avant l'introduction du corps.

Article 22

Lors de l'admission du corps à la morgue, le cercueil doit porter le nom du défunt.

Article 23

Les taxes pour l'utilisation des morgues sont fixées par règlement-taxe.

Chapitre 5 - Des inhumations et de dépôts des cendres

Article 24

Les personnes décédées sur le territoire de la commune sont inhumées dans un cimetière communal, à moins que l'inhumation ne se fasse en dehors du territoire de la commune.

Les dépouilles mortelles sont déposées dans des fosses creusées dans la terre.

Chaque fosse ne peut recevoir qu'un seul cercueil.

Chaque fosse aura au moins 1,50 mètre de profondeur, 2,00 mètres de longueur et 0,80 mètre de largeur pour les personnes âgées de deux ans et plus.

Pour les enfants en-dessous de cet âge, il suffira que les tombes aient une profondeur de 1,20 mètre, une longueur de 1,00 mètre et une largeur de 0,50 mètre.

Les tombes sont distantes les unes des autres de 0,30 mètre au moins.

Les corps seront enterrés sans distinction d'après l'ordre dans lequel ils seront présentés, cette règle ne concerne cependant pas les inhumations dans les tombes concessionnées.

L'ouverture des fosses en vue de nouvelles inhumations ne peut avoir lieu qu'après cinq ans. Ce délai n'est pas applicable lorsqu'il s'agit du dépôt de cendres provenant de l'incinération d'un corps humain.

Article 25

Les personnes décédées hors du territoire de la commune et qui n'y avaient ni leur domicile ni leur résidence habituelle, ne pourront être inhumées dans un cimetière de la commune qu'à la condition d'y être bénéficiaires d'une concession, sous réserve des restrictions énumérées à l'article 9 du présent règlement.

Les mêmes règles s'appliquent à l'inhumation ou au dépôt de cendres provenant de l'incinération d'un corps humain.

Article 26

Les cercueils doivent être en bois ou en toute autre matière autodestructible; ils doivent être de construction solide et le fond doit garantir une étanchéité parfaite.

Les dimensions maxima des cercueils sont fixées comme suit:

- a) longueur: 2,00 mètres
- b) largeur: 0,80 mètre
- c) hauteur: 0,65 mètre.

Le fond du cercueil doit être recouvert d'une couche de sciure de bois ou de tourbe réduite en poudre. Cette couche doit avoir une épaisseur d'au moins 5 cm. A l'intérieur des cercueils, les corps ne peuvent être contenus dans aucune enveloppe en matière plastique ou autre qui serait de nature à ralentir le processus de la décomposition.

L'observation de cette disposition sera vérifiée par l'entreprise des pompes funèbres ayant pratiqué la mise en bière de la dépouille mortelle, éventuellement assistée du préposé du service technique ou de son délégué.

L'utilisation de cercueils métalliques n'aura lieu que sur prescription médicale. Ils sont à enterrer à une double profondeur et une exhumation ultérieure ne sera pas autorisée. Il en est de même pour des cercueils d'autres matières difficilement destructibles. L'inhumation de cercueils métalliques ne peut avoir lieu que dans des caveaux existants sur les anciens cimetières. Sauf prescription médicale contraire, ils sont à percer en plusieurs endroits pour faciliter le processus de décomposition.

Lors de l'ouverture de la tombe, les débris de vieux cercueils sont détruits par les soins de la commune. Les ossements restent inhumés ou sont transférés dans un ossuaire.

Article 27

Les urnes cinéraires doivent être de fabrication solide et garantir une étanchéité parfaite. Leur hauteur ne peut dépasser 0,30 mètres. Elles doivent porter en caractères indélébiles les noms du défunt, la date de son décès, la date, le lieu et le numéro d'ordre de l'incinération.

Une urne est censée délaissée si les descendants ou ascendants du défunt en ligne directe ne sont plus connus. Le collège des bourgmestre et échevins constatera par une décision motivée qu'une urne est délaissée, et ce préalablement à toute mesure.

Les cendres des urnes délaissées seront dispersées au cimetière communal sur la parcelle de terrain appelée « Aire du Souvenir ».

Article 28

Les tombes, ainsi que les cases du columbarium ne pourront être ouvertes que respectivement par les fossoyeurs communaux et par les entreprises chargées à cette fin par l'administration communale.

Les inhumations et les dépôts de cendres au columbarium ne pourront avoir lieu après 17 heures pendant la bonne saison (début avril - fin septembre) et après 16 heures pendant la mauvaise saison (début octobre - fin mars).

Article 29

La construction de caveaux est interdite.

Article 30

Une distance de 30 cm est à respecter entre les différentes tombes. Au cas où cette distance ne peut pas être respectée pour les aménagements existants le préposé du service technique définira cette mesure suivant les conditions données.

Article 31

Tous les cercueils doivent être descendus perpendiculairement dans les fosses. L'ouverture des chemins et allées, effectuée afin d'introduire les cercueils horizontalement est défendue.

Article 32

Les taxes d'inhumation et de dispersion des cendres sont fixées par règlement-taxe.

Article 33

Avec l'accord de l'autorité communale, les embryons n'ayant pas atteint six mois de vie intra-utérine, peuvent être ensevelis sans déclaration préalable à l'officier de l'état civil. Les embryons doivent être contenus dans des cercueils ou des caisses en bois étanches et d'apparence décente.

La date et l'endroit de l'enterrement, ainsi que le nom de la personne qui a demandé l'ensevelissement, sont inscrits sur le registre spécial mentionné à l'article 19.

Les membres amputés peuvent être enterrés aux cimetières de la commune avec l'accord et suivant les instructions de l'autorité communale, à condition d'être contenus dans des boîtes en bois étanches.

Lorsqu'un enfant est décédé avant que sa naissance ait été déclarée à l'état civil, l'officier de l'état civil établit un acte de naissance et un acte de décès sur production d'un certificat médical précisant les jours et heures de la naissance et de son décès.

Si l'enfant est mort-né, l'officier de l'état civil établit un acte d'enfant sans vie. Cet acte est inscrit à sa date sur les registres de décès et il énonce les jours, heures et lieu de l'accouchement, le sexe de l'enfant, le nom et les prénoms qui lui sont donnés au cas où les parents le souhaitent, les prénoms et noms, profession et domicile des pères et mères ainsi que les lieux et dates de naissance pour autant qu'ils sont connus.

L'inhumation de parties de fœtus nées sans vie et d'enfants mort-nés se fait dans une partie spéciale du cimetière dénommée « pré de la mémoire » ou dans des tombes pourvues d'une concession.

Une parcelle spéciale pour le « pré de la mémoire » est à prévoir sur le cimetière à Mondorf-les-Bains. Sur cette parcelle les tombes auront les dimensions suivantes :
longueur : 1,0 – 0,50 m
distance sur les côtés : 0,30 m
distance à la tête et aux pieds : 0,50 m.
Les cercueils seront placés sur une profondeur de 1,20m.

Sont interdits sur le « pré de la mémoire » :
les caveaux ;
les pierres sépulcrales et autres signes indicatifs de sépultures autres que ceux réglementés à l'alinéa suivant par le conseil communal habilité à établir un règlement relatif aux dimensions, formes et matériaux des monuments funéraires ainsi qu'à la nature des inscriptions y apposées ;
les plantations privées.

Une plaque funéraire contenant l'inscription des nom et prénoms de l'enfant, ainsi que sa date de naissance respectivement sa date de décès pourra être fixée sur la tombe. Ces plaques seront uniformes et conformes à un modèle proposé par les services de la commune. L'officier de l'état civil inscrit sur un registre la date et l'endroit de l'enterrement. La dispersion des cendres d'enfants mort-nés pourra se faire sur le pré de dispersion des cendres dans l'enceinte du cimetière à Mondorf-les-Bains.

L'inhumation dans les cas prévus ci-dessus ne peut se faire que sur présentation d'un certificat médical.

Article 34

Les taxes relatives à l'inhumation de fœtus nés sans vie ou d'enfants mort-nés au « pré de la mémoire » respectivement la taxe de concession au « pré de la mémoire » sont fixées par règlement-taxe.

Les membres amputés peuvent être enterrés aux cimetières de la commune avec l'accord et suivant les instructions de l'autorité communale et sans donner lieu au paiement de taxes.

Chapitre 6 - De la dispersion des cendres

Article 35

La dispersion des cendres est un mode sépulture autorisé aux conditions prescrites par la loi du 1^{er} août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles ainsi que par le règlement grand-ducal du 21 juin 1978 relatif à la dispersion des cendres.

Article 36

Les cendres sont dispersées sur une parcelle de terrain aménagée à cet effet et suivant les dispositions 4 du règlement grand-ducal du 21 juin 1978 ci-avant mentionné.

Article 37

La date de la dispersion, les nom et prénoms, date et lieu de naissance ainsi que date et lieu de décès de la personne incinérée sont inscrits sur un registre spécial. La dispersion des cendres ne pourra se faire que par le fossoyeur sur autorisation de l'officier de l'état civil.

Article 38

L'entretien de la parcelle de terrain réservée à la dispersion des cendres incombe à l'administration communale.

Article 39

Le bourgmestre peut autoriser selon le vœu du défunt la dispersion de cendres sur une parcelle de terrain située dans la propriété d'un particulier ou à tout autre endroit.

Article 40

Le dépôt de tout objet de quelque nature qu'il soit est interdit sur la pelouse. De même il n'est pas permis de déposer des photos ou autres souvenirs personnels dans la parcelle de terrain réservée à la dispersion des cendres, sauf aux endroits spécialement prévus à cet effet.

Article 41

La taxe de dispersion des cendres est fixée par règlement-taxe.

Chapitre 7 - Des exhumations

Article 42

Les exhumations, à moins d'être ordonnées par mesure judiciaire ou administrative, ne pourront se faire qu'en vertu d'une autorisation spéciale du bourgmestre, après avoir entendu le médecin-inspecteur en son avis conformément aux articles 11 et 12 de l'arrêté grand-ducal du 14 février 1913 réglant le transport des cadavres et à l'article. Le médecin-inspecteur demandé en son avis par le bourgmestre lors d'une demande d'exhumation introduite par un particulier, n'émettra un avis favorable que dans les rares cas où un motif valable justifie l'exhumation demandée.

Lors d'une exhumation dûment autorisée par les autorités compétentes, la présence d'un homme de l'art (un médecin) et d'un membre du collège des bourgmestre et échevins est indispensable pour veiller à l'accomplissement des conditions auxquelles l'autorisation a été accordée. Un procès-verbal des opérations est dressé par l'homme de l'art et transmis par lui à l'autorité qui l'a requis.

Le médecin-inspecteur chef de division de l'Inspection sanitaire est à informer au sujet de la date et de l'heure de l'exhumation.

Article 43

Le transport d'un cimetière à un autre de restes mortels exhumés est subordonné à la production du permis prévu par l'article 12 de l'arrêté grand-ducal précité du 14 février 1913.

Article 44

L'administration communale fixera le jour et l'heure de l'exhumation et prescrira les mesures qu'exigeront la décence et la salubrité publique. Si au moment de l'exhumation le cercueil est en bon état de conservation, il ne pourra être ouvert. Si le cercueil est détérioré, la dépouille mortelle est placée suivant son état de décomposition, dans un autre cercueil ou dans une boîte à ossements.

Article 45

Sans préjudice aux articles 43, 44 et 45 ci-devant, les exhumations ne sont pas exécutées par les services communaux. Les requérants devront charger une entreprise spécialisée en la matière de l'exécution, à leurs frais exclusifs.

Chapitre 8 - Des fossoyeurs

Article 46

Le service des inhumations et du dépôt des cendres est assuré dans les cimetières de la commune de Mondorf-les-Bains par respectivement un ou plusieurs fossoyeurs ou une entreprise chargée à cette fin par l'administration communale.

Le service des enterrements se fait dans chaque cimetière par un ou plusieurs fossoyeurs au service de la commune.

Article 47

Les fossoyeurs sont placés sous l'ordre de l'autorité communale.

Article 48

Le préposé du service de la population tiendra le registre dans lequel est inscrit, jour par jour toutes les inhumations et exhumations en indiquant les noms, prénoms et date de naissance du défunt, ainsi que la situation précise de la tombe. Le registre doit être produit à toute réquisition de l'administration communale.

Article 49

Les fossoyeurs sont chargés d'ouvrir les tombes en temps utile pour permettre les inhumations et les exhumations.

La fermeture devra s'effectuer immédiatement après la descente du cercueil. Il est toutefois interdit de combler les fosses ouvertes avant le départ de l'assistance.

De même, les cases du columbarium ne peuvent être ouvertes que pendant le temps nécessaire au placement ou au retrait d'une urne.

Les fossoyeurs veilleront à ce que la terre servant à remplir les fosses ne contienne ni déchets ni grosses pierres pouvant détériorer les cercueils.

Les cercueils doivent être descendus perpendiculairement. De toute façon, ils prendront tous les soins pour que la descente des cercueils se fasse avec décence, et ils veilleront à ce que les tombes voisines, les constructions et plantations ne soient pas endommagées. Ils porteront immédiatement à la connaissance de l'autorité communale tous les dégâts constatés.

Article 50

L'administration communale est tenue d'entretenir en état de propreté les cimetières et leurs abords et dépendances, de sarcler et de nettoyer les allées principales et latérales, ainsi que les chemins entre les tombes.

Article 51

Il est interdit au service technique et aux fossoyeurs de se livrer aux cimetières à des activités non prévues par le présent chapitre du règlement, sauf autorisation écrite du collège des bourgmestre et échevins.

Chapitre 9 - Mesures de police générale

Article 52

Les heures d'ouverture et de fermeture des cimetières sont fixées par le collège des bourgmestre et échevins et affichées aux entrées.

Article 53

Il est interdit d'escalader ou de franchir les murs ou autres clôtures des cimetières ou des sépultures.

Article 54

L'entrée des cimetières est interdite à toute personne en état d'ivresse et aux enfants au-dessous de 12 ans non accompagnés d'adultes, ainsi qu'aux personnes accompagnées de chiens ou d'autres animaux domestiques. L'accès des cimetières est également interdit aux personnes conduisant un vélo ou tout autre véhicule privé, sauf autorisation spéciale du préposé.

Article 55

Les personnes visitant les cimetières doivent s'y conduire décemment. Il leur est interdit de monter sur les tombes, de fouler les terrains destinés aux sépultures, de déposer des déchets aux endroits autres que ceux aménagés à cette fin, d'y colporter, étaler ou vendre des objets quelconques, de s'y livrer à aucun jeu et, en général, d'y commettre aucune action contraire à la décence et au respect dus aux morts. Il est en outre interdit de fumer.

Article 56

Il est défendu d'endommager les chemins et allées, les monuments, emblèmes funéraires, grillages et ornements, ainsi que les arbres et plantations.

Article 57

La commune n'est pas responsable, ni des vols commis, ni des endommagements causés au préjudice des particuliers. Ceux-ci éviteront de déposer sur les tombes aucun objet qui puisse tenter la cupidité.

Article 58

Quiconque ne se comporte pas avec le respect dû aux morts ou enfreint à l'une des interdictions portées aux articles 55 à 58 est expulsé du cimetière, sans préjudice des poursuites de droit.

Chapitre 10 - Des mesures d'ordre concernant les monuments, pierres ou signes funéraires, inscriptions et plantations

Article 59

Le concessionnaire a le droit de placer sur la tombe concédée une pierre sépulcrale ou un autre signe indicatif de sépulture. L'exercice de ce droit est réglementé par le conseil communal qui est habilité à établir un règlement relatif aux dimensions, formes et matériaux des monuments funéraires, ainsi qu'à la nature des inscriptions qui y seront apposées.

Article 60

L'aménagement et les dimensions des pierres tumulaires, la configuration et l'importance des bâtisses en pierres assemblées, telles que chapelles ou monuments, doivent être conformes aux règles relatives à l'hygiène, à la sécurité et à l'ordre public.

La hauteur maximale de tout monument sur les aires à ce réservées aux cimetières de Mondorf-les-Bains, Altwies, nouveau cimetière à Altwies et Ellange est fixée à 1,20 mètre.

Les monuments, ainsi que les accessoires ornementaux, doivent être exécutés en pierre naturelle, en bois, en fonte, en fer forgé, en bronze, en cuivre ou d'autres matières agréées par le collège des bourgmestre et échevins.

Les pierres sépulcrales ou autres signes indicatifs de sépulture ne peuvent dépasser un mètre de hauteur à partir du terrain naturel.

Cependant, les monuments existants ne sont pas soumis à cette mesure.

Article 61

Les monuments funéraires et les plantations ne doivent en aucun point dépasser les dimensions des terrains concédés ou des tombes.

Article 62

La pose de dalles et de marches empiétant sur les allées et chemins est interdite.

Article 63

La pose et la transformation des pierres ou monuments sont effectuées par les soins des concessionnaires ; elles sont subordonnées à l'autorisation de l'administration communale. La demande afférente est à adresser au bourgmestre. La demande afférente, étayée de plans du projet à l'échelle 1 : 20 (vues en plan, élévation du monument, dimensions et matériaux à employer, épitaphe ou emblème) est à soumettre au bourgmestre en double exemplaire.

Article 64

Les concessionnaires sont obligés d'entretenir leurs tombes et monuments dans un état convenable et digne du lieu.

Article 65

Le procès-verbal du préposé du service technique constatant qu'une pierre tumulaire ou tout autre monument menace ruine ou est complètement dégradé, sera notifié par lettre individuelle au concessionnaire ou, s'il y a plusieurs concessionnaires, à l'un d'entre eux.

Si le concessionnaire n'a ni domicile ni résidence connus et en cas de pluralité de concessionnaires, le procès-verbal sera publié par voie d'affichage annoncé par la presse.

Ce procès-verbal contiendra la sommation de réparer ou d'enlever ces pierres ou monuments dans le délai de trois mois.

Faute par les intéressés de se conformer à cet avertissement, de même qu'en cas d'urgence, il sera procédé d'office, sur l'ordre du bourgmestre, à la démolition ou à l'enlèvement des objets détériorés aux frais du concessionnaire.

Article 66

Aucune épitaphe, ni aucun emblème de quelque nature que ce soit, autres que les nom, prénoms, profession, date de naissance et de décès, ne peuvent être renouvelés ou modifiés sans autorisation du bourgmestre.

Article 67

Toutes les plantations doivent être faites dans les limites de l'emplacement affecté aux sépultures. En aucun cas, elles ne pourront empiéter sur les tombes voisines et les chemins par suite de la croissance des arbustes. Elles doivent toujours être disposées de manière à ne pas gêner la surveillance ou le passage. Celles qui seront reconnues nuisibles ou mal entretenues, seront élaguées ou abattues d'office par l'administration communale après avertissement préalable des propriétaires intéressés.

Des plantations à haute tige sur les tombes sont interdites.

Article 68

L'administration communale peut ordonner aux concessionnaires de faire enlever toutes décorations florales fanées qui donnent au cimetière un aspect négligé et indigne des lieux.

Article 69

Lorsque l'administration communale reprend le droit de disposer d'un emplacement concédé ou non, elle avertira les concessionnaires qu'ils auront à enlever les signes funéraires dans un délai d'une année à partir de la notification de cet avertissement. A défaut d'enlèvement à l'expiration de ce délai et sauf prorogation, la commune devient propriétaire des monuments en question.

L'avertissement dont question à l'alinéa 1^{er} du présent article doit être fait dans les formes prévues à l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles.

Les constructions souterraines ne peuvent ni être démolies, ni être enlevées par des particuliers.

Article 70

L'administration communale fournit les plaques de fermeture avec l'inscription destinées aux cases du columbarium. La taxe afférente est fixée par le règlement-taxé.

Chapitre 11 - Des Travaux

Article 71

L'entrepreneur qui effectue un travail quelconque, soit pour la construction d'un nouveau monument funéraire, soit respectivement pour la transformation et les grosses réparations d'un monument funéraire existant, doit, avant de commencer les travaux, se munir d'une autorisation de la part de l'administration communale. Cette dernière doit également être informée au moment de l'achèvement des travaux.

Article 72

Les pierres tumulaires et les matériaux servant aux constructions seront apprêtés en dehors du cimetière. Toutefois, l'administration communale peut aménager des emplacements spéciaux servant à l'entreposage et à la préparation des matériaux de construction. Les matériaux non employés sont immédiatement enlevés par ceux qui ont fait les constructions ou, à leurs frais, par les soins de l'administration communale.

Les terres provenant des fouilles seront enlevées immédiatement.

Après chaque journée de travail, l'entrepreneur devra nettoyer les alentours des concessions. Il veillera à ne pas endommager et à ne pas salir les sépultures voisines et les allées du cimetière, il sera responsable de tous les dégâts éventuels.

Chapitre 12 - Des décorations florales

Article 73

Lors des enterrements, le transport des couronnes et gerbes dans l'enceinte des cimetières vers la place où les cérémonies ont lieu se fera, sauf autorisation du bourgmestre, soit par le personnel du corbillard, soit par les porteurs.

Article 74

Après l'enterrement, le transport des gerbes et couronnes du lieu des cérémonies vers la tombe sera fait par le fossoyeur.

La famille devra faire enlever ces gerbes et couronnes dans les trois semaines, passé ce délai, le service technique y pourvoira.

Article 75

L'administration communale peut faire enlever au courant de l'année toutes les décorations florales fanées qui donnent au cimetière un aspect négligé et indigne des lieux.

Article 76

Toute réclamation est à adresser au collège des bourgmestre et échevins qui statuera en dernier ressort.

Chapitre 13 – Du columbarium

Article 77

Des concessions pour le placement d'une urne dans le columbarium sont accordées dans les mêmes conditions et pour la même durée que pour les tombes.

Les cases sont fermées à l'aide d'une plaque munie d'une inscription uniforme. Elles peuvent recevoir plusieurs urnes.

Les concessionnaires sont tenus de se servir des plaques de fermeture fournies par l'administration communale.

Le collège des bourgmestre et échevins prescrit les dimensions et la nature des caractères servant à l'inscription.

Le dépôt d'une urne doit se faire en présence d'un ministre du culte ou d'un délégué de l'autorité communale.

Les cases ne peuvent être ouvertes qu'avec l'autorisation du bourgmestre.

Les services communaux fournissent les plaques employées pour fermer les cases du columbarium. Le collège des bourgmestre et échevins détermine le matériau de la plaque de fermeture ainsi que le caractère des lettres pouvant être utilisées pour les inscriptions sur les plaques en question.

Chapitre 14 - Des taxes

Article 78

Les taxes et tarifs auxquelles sont sujettes les concessions ainsi que les différentes prestations des services communaux indiquées au présent règlement sont fixées par règlement-taxe.

Chapitre 15 - Des pénalités

Article 79

Sans préjudice des peines prévues par les lois existantes, les infractions au présent règlement seront punies d'une amende de 25 à 250 euros.

Disposition finale

Article 80

Le règlement du 15 septembre 1970 concernant les cimetières et les inhumations est abrogé.

Ainsi délibéré en séance publique, date qu'en tête.

Suivent les signatures

Pour expédition conforme

Mondorf-les-Bains, le

04 DEC. 2013



Le secrétaire communal



Le bourgmestre

CERTIFICAT DE PUBLICATION

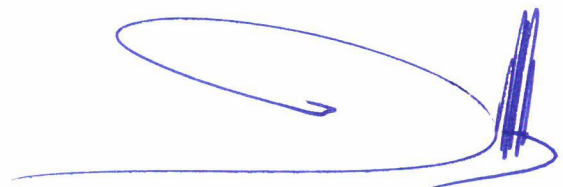
Il est certifié par la présente que le présent règlement a été publié et affiché en date de ce jour dans les formes prévues par l'article 82 de la loi communale du 13.12.1988.

Mention du règlement et de sa publication sera faite au Mémorial ainsi que dans le bulletin communal distribué périodiquement à tous les ménages.

Mondorf-les-Bains, le 26 février 2014



Le secrétaire communal



Le bourgmestre